

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Hervé Guichaoua : Les droits du salarié victime du travail illégal.

Isabelle Meyrat : A propos de *Normativité économique et droit du travail*.

Pascal Rennes : Accès à la justice sociale : vers l'action collective.

Emmanuelle Richard : La loi *Sécurisation de l'emploi* instaure-t-elle de « nouveaux droits collectifs » ?

JURISPRUDENCE

Voir notamment

Nullité des licenciements de représailles : enfin !

Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 février 2013 – Note Arnaud Mazières (p. 550)

Un collège électoral sans travailleur éligible est illicite (encore et toujours à propos des travailleurs mis à disposition).

Tribunal d'instance de Versailles 15 janvier 2013 – Note Emmanuelle Boussard-Verrecchia (p. 554)

L'indemnité forfaitaire pour travail dissimulé se cumule avec toutes les indemnités dues à l'occasion de la rupture.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 février 2013 – Note Michèle Bonnechère (p. 562)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Droit social européen par Valérie Lacoste-Mary

Droit administratif du travail (première partie) par Manuela Grévy



AOÛT 2013

Doctrine :

Les droits du salarié victime du travail illégal par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail 510

A propos de Normativité économique et droit du travail par **Isabelle Meyrat**, Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP 521

Accès à la justice sociale : vers l'action collective par **Pascal Rennes**, Directeur du travail honoraire 523

La loi Sécurisation de l'emploi instaure-t-elle de « nouveaux droits collectifs » ? par **Emmanuelle Richard**, Juriste en droit social 530

Jurisprudence :

CHSCT – Consultation – Cas – Fusion d'établissements publics de santé – Décision d'aménagement important modifiant les conditions de travail – Principe constitutionnel de participation des travailleurs – Annulation de l'arrêté de fusion – Modulation des effets dans le temps.
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE (3ème Ch.) 27 juillet 2012 540
 Conclusions **Gilles Roux**, Rapporteur public 541

COMITÉ D'ENTREPRISE – Bénéfice de prestations de conseil d'avocats – Imputation sur les budgets – Distinction – 1° Budget de fonctionnement – Conseil aux élus – 2° Activités sociales et culturelles – Consultation pour les salariés – Etendue – Conseil en toute matière.
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (Ch. 1 - Sect. 4) 4 juin 2013 545
 Note 546

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Requalification judiciaire – Embauche – Licenciement – Causalité entre la rupture et l'action en justice – Réintégration.

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Référé – Trouble manifestement illicite – Violation d'une liberté fondamentale – Accès à un tribunal – Article 6 § 1 CEDH – Poursuite du contrat de travail.
CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE MEAUX (Référé – départage) 17 mai 2013 547
 Note **Secteur Droits, libertés et action juridique, Union locale CGT de Chelles** 549

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Rupture anticipée – Action en justice engagée par le salarié antérieurement à la rupture – Non-respect des motifs légaux de rupture – Présomption de causalité entre la rupture et l'action en justice – Preuve contraire.

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Référé – Trouble manifestement illicite – Violation d'une liberté fondamentale – Poursuite du contrat de travail.

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Accès à un tribunal – Article 6 § 1 CEDH – Action en justice engagée par le salarié contre son employeur pendant l'exécution de son contrat de travail.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 6 février 2013 550
 Note **Arnaud Mazières** 550

ELECTIONS PROFESSIONNELLES – Protocole préélectoral – Collèges – Nombre – Premier collège exclusivement composé de travailleurs mis à disposition – Absence de candidat éligible au CE – Violation d'un principe général du droit – Droit de participer aux élections et d'être représenté – Caducité de la décision de la Direccte – Sursis à statuer
TRIBUNAL D'INSTANCE DE VERSAILLES 15 janvier 2013 554
 Note **Emmanuelle Boussard-Verrecchia**, Avocate au Barreau de Paris..... 557

SYNDICAT PROFESSIONNEL – 1° Représentant de la section syndicale – Syndicat représentatif au niveau de l'entreprise mais non représentatif dans un ou plusieurs établissements distincts – Désignation d'un représentant de la section syndicale dans ces établissements (oui) – Présence d'un délégué syndical central indifférente – 2° Section syndicale – Existence – Appréciation – Communication de la liste des adhérents à l'employeur (non) – 3° Contestation de la désignation d'un RSS – Condamnation aux dépens (non).
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 13 février 2013 559
 Note **Pascal Rennes** 560

TRANSACTION – Objet – Détermination – Limites – Rupture du contrat de travail – Dépassement – Validité (non).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 5 décembre 2012	561
Note S. D.	562
TRAVAIL ILLÉGAL – Indemnité pour travail dissimulé - Sanction civile - Cumul avec les indemnités de rupture (oui) - Indemnité conventionnelle de licenciement (oui).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 6 février 2013	562
Note Michèle Bonnechère , Professeur à l'Université d'Evry Val d'Essonne.....	563
TRAVAIL ILLÉGAL – Quantification des heures de travail – Application de la convention collective étendue – Distributeur de prospectus – Dissimulation d'heures de travail (non).	
COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 16 avril 2013	564
Note Hervé Guichaoua , Directeur du travail	564

Chroniques jurisprudentielles :

DROIT SOCIAL EUROPÉEN Extraits de décisions sélectionnées et commentées par Valérie Lacoste-Mary , Maître de conférences, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Directrice de l'Institut du travail de Bordeaux	
POLITIQUE SOCIALE – Directive 1999/70/CE – Accord-cadre sur le travail à durée déterminée – Secteur public – Titularisation de fonctionnaires sans concours public – Détermination de l'ancienneté – Absence totale de prise en compte des périodes de service accomplies dans le cadre de contrats de travail à durée déterminée – Principe de non-discrimination.	
CIUE, 18 octobre 2012	567
Note	567
LIBRE CIRCULATION DES TRAVAILLEURS – Égalité de traitement – Citoyen de l'Union étudiant dans un État membre d'accueil – Activité salariée antérieure et postérieure au commencement des études – Objectif principal de l'intéressé lors de son entrée sur le territoire de l'État membre d'accueil – Incidence sur sa qualification de travailleur et sur son droit à une bourse d'études.	
CIUE, 21 février 2013	568
Note	569
SÉCURITÉ SOCIALE – Règlement (CEE) n° 1408/71 – Prestations familiales pour orphelins – Totalisation des périodes d'assurance et d'emploi – Périodes accomplies par le parent survivant dans un autre État membre – Absence de prise en compte.	
CIUE, 21 février 2013	570
Note	570
VIE PERSONNELLE – Passage à temps partiel pour élever un enfant – 1° Épuisement des voies de recours internes – Recevabilité – 2° Droit à un procès équitable – Accès à un tribunal – Interdiction de la discrimination – Exécution des décisions.	
CEDH, 19 février 2013	571
Note	572
DROIT ADMINISTRATIF DU TRAVAIL (première partie) Décisions sélectionnées et commentées par Manuela Grévy , Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne	
GRÈVE – Service public – Centrales nucléaires – Opérations de maintenance – Différend sur les condition de travail – Réquisition – 1° Compétence – Organisme de droit privé investi d'une mission de service public – Organe dirigeant – 2° Risque d'atteinte aux besoins essentiels du pays – Justification et proportionnalité – 3° Comité d'entreprise et CHSCT – Lien entre la réquisition et les conditions de travail (non) (sic !) – Consultation (non).	
CONSEIL D'ÉTAT (Assemblée), 12 avril 2013	573
Observations	576
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement – Autorisation – Annulation – Réintégration – Emploi équivalent – Refus – Faute disciplinaire (non).	
CONSEIL D'ÉTAT, 19 octobre 2012	578
Observations	579

Connectez-vous au site du Droit Ouvrier, vous y trouverez de nombreux renseignements utiles :
articles en libre consultation, annonces de colloques et débats, etc.

<https://sites.google.com/site/droitouvrier>